

VIETNAM

Situation économique en 2025 : une économie en pleine expansion confrontée aux incertitudes internationales

En 2025, l'économie vietnamienne a confirmé sa résilience dans un contexte international incertain, avec une croissance du PIB de 8,02%, la plus élevée de la région. Le Vietnam devient ainsi la 4^{ème} économie de l'ASEAN. Cette performance s'est accompagnée du maintien de la stabilité macroéconomique, avec une inflation maîtrisée autour de 3,3%, des équilibres budgétaires préservés et un faible niveau de dette publique. Le pays continue de bénéficier du dynamisme des exportations, des investissements étrangers et de la production industrielle, tout en poursuivant une politique de modernisation de ses infrastructures et de son environnement d'affaires. Toutefois, plusieurs contraintes structurelles subsistent, notamment sa dépendance aux exportations, la rendant vulnérable aux chocs extérieurs. Dans ce contexte, les autorités cherchent à renforcer les moteurs de croissance internes afin de poser les bases d'un développement rapide et durable dans la « nouvelle ère » économique, reposant sur des réformes de l'administration et du secteur privé.

1. Une croissance tirée son secteur industriel et sa forte intégration dans le commerce international

La croissance économique vietnamienne repose principalement sur le dynamisme du secteur industriel et sur la forte intégration du pays dans le commerce international. En 2025, l'industrie et la construction représentaient 37,7% du PIB et ont enregistré une croissance de 9%, en faisant le principal moteur de la croissance économique. Le pays bénéficie en particulier de la stratégie de diversification géographique de nombreuses entreprises multinationales, qui cherchent à réduire leur dépendance à d'autres pôles industriels asiatiques (stratégie « Chine +1 »). Cette dynamique a contribué à renforcer le rôle du Vietnam comme plateforme industrielle et exportatrice majeure en Asie du Sud-Est. Parallèlement, le secteur des services, qui représente désormais plus de 42% du PIB, a également connu une forte expansion, avec une croissance d'environ 8,6% en 2025. Cette progression s'explique par la reprise du tourisme international (21,2 millions de touristes en 2025), l'augmentation du commerce de détail, le développement du secteur financier et l'essor des activités logistiques. Ces évolutions traduisent une transformation progressive de l'économie vietnamienne, où les services prennent une place croissante aux côtés de l'industrie. Le secteur agricole, bien que représentant une part plus limitée de l'économie (environ 11,6% du PIB), continue de jouer un rôle important, notamment en matière d'emploi et de sécurité alimentaire. En 2025, l'agriculture, la sylviculture et la pêche ont enregistré une croissance d'environ 3,8%, reflétant une relative stabilité du secteur malgré les aléas climatiques.

En 2025, grâce à la rapide accélération de la croissance au dernier trimestre (+8,5%), le Vietnam a **atteint la cible de croissance fixée par les autorités (8%)** et dépassé les prévisions des principales institutions (*la Banque Mondiale et le FMI projetaient alors respectivement 6,6% et 6,5% de croissance*). La consommation privée (*qui aurait augmenté de 6,5% en 2025 selon les [statistiques de l'OCDE](#)*) reste encore bridée par le niveau faible des revenus réels de la population (225 USD par mois), malgré une [hausse de 9,3%](#) du revenu par habitant enregistrée en 2025 et une protection sociale peu développée¹. L'inflation est demeurée maîtrisée (3,3%), en dessous du seuil fixé par le gouvernement (4-4,5%). Dans ce contexte en 2025, la Banque centrale a conduit une politique monétaire accommodante en maintenant ses taux directeurs.

S'agissant des finances publiques, en 2025, la hausse des recettes de l'État a permis de contenir le déficit budgétaire à 3,6% du PIB ([contre 3,4% en 2024](#), et 4,4% en 2023)², malgré la politique budgétaire relativement expansionniste poursuivie par les autorités. En dépit des contraintes réglementaires et administratives persistantes qui contribuent à ralentir la mise en œuvre des projets d'investissement public, le décaissement de l'investissement public s'est amélioré pour atteindre [83,7% de l'objectif fixé par le Premier Ministre \(contre 93,1% en 2024\)](#) – soit environ **28,7 Mds USD**. Parallèlement, la Banque centrale vietnamienne a mené une politique monétaire expansionniste, avec un [crédit bancaire en hausse de 19 % sur l'année](#). En 2025, les dépenses d'investissement ont représenté 7% du PIB. En augmentation de 30% par rapport à 2024 pour atteindre [environ 100 Mds USD](#) (20,7% du

PIB), un niveau record, les recettes budgétaires permettront de couvrir une partie des nouvelles dépenses occasionnées par l'augmentation du salaire minimal régional (+7,2% à partir du 1 janvier 2026). Fin 2025, la dette publique estimée à 33,7% du PIB (36,4% en 2023 et 37% en 2024), reste largement en-dessous de la limite légale fixée par l'Assemblée nationale (60%). Elle pourrait néanmoins augmenter rapidement au cours des prochaines années, du fait de la relance des grands projets (TGV, nucléaire, routes, infrastructures électriques) impulsée par le nouveau *leadership*.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, en 2025, le Vietnam a dégagé un excédent courant important de 6,5% du PIB en 2025, contre 6,6% en 2024, portée par la robustesse des exportations (475 Mds USD, +17%) et l'intégration du pays dans les chaînes de valeur mondiale. Cette performance reste fortement dépendante du commerce extérieur, dominé par les exportations de produits manufacturés (habillement, chaussure, électronique). La structure des échanges (32,8% des exportations vers les États-Unis et 40,9% des importations en provenance de Chine) expose le pays aux tensions géopolitiques entre la Chine et les États-Unis. De même, la crise au Moyen-Orient de 2026 a révélé sa dépendance aux hydrocarbures des pays du Golfe et la fragilité du modèle économique vietnamien en cas de choc majeur. Par ailleurs, les sorties de capitaux à court terme et les « erreurs et omissions » demeurent significatives (12,4 Mds USD au T4 2025 selon [les chiffres de la SBV](#)), en raison de pressions sur le taux de change et d'arbitrages vers des actifs étrangers. Enfin, du fait de ces sorties massives de capitaux, la position extérieure s'est fragilisée. Les réserves de change ont poursuivi leur érosion pour atteindre fin 2025 1,9 mois d'importations selon la Banque Mondiale, un chiffre largement inférieur au minimum recommandé par les institutions financières internationales (3 mois d'importations).

2. Une « nouvelle ère » de développement particulièrement ambitieuse

En 2025, le Politburo du Parti a adopté quatre résolutions structurant la politique économique du Vietnam, visant à faire du pays une économie à hauts revenus d'ici 2045. Cet objectif repose sur une croissance très ambitieuse de 10 % par an à long terme. Pour 2026, la cible de croissance dépasse 10 %, bien au-dessus des prévisions des principales institutions internationales (*Banque mondiale* : 6,8 % ; *FMI* : 5,6 %), alors que le Vietnam cherche à atteindre un PIB par habitant supérieur à 14 000 USD d'ici 2045, contre 4 717 USD en 2024.

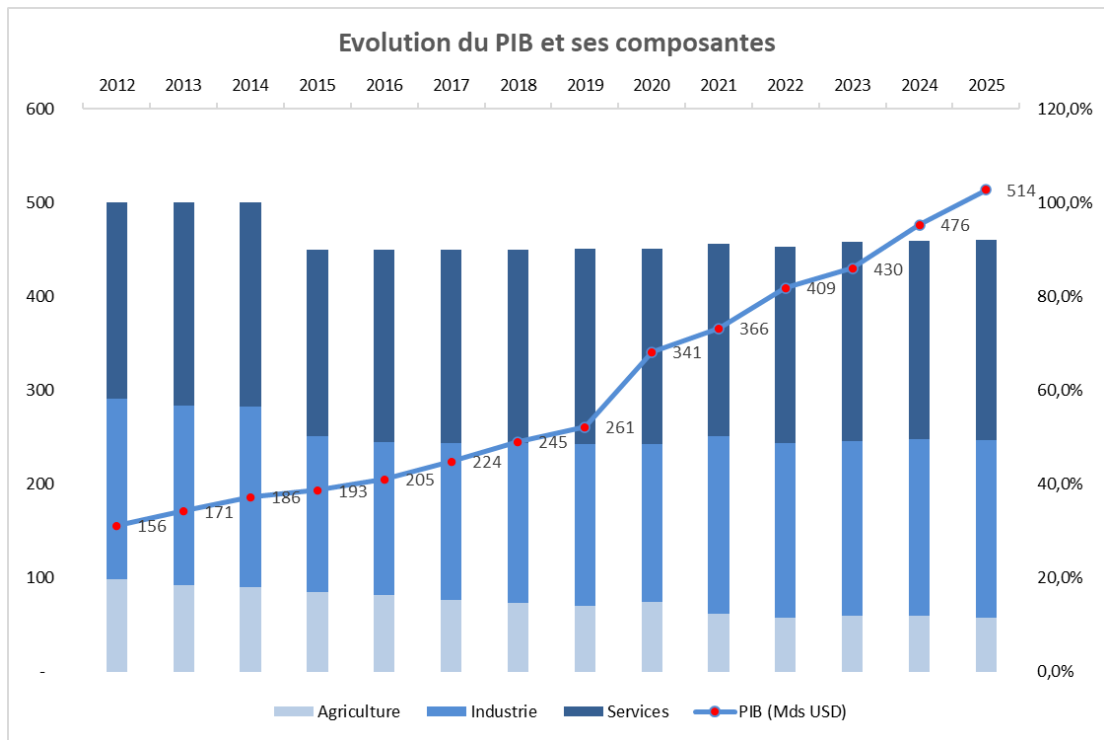
Pour atteindre cet objectif, les autorités comptent sur les effets de leur ambitieux programme d'infrastructures (*montant estimé à 570 Mds USD*³) qui s'élève à 300 Mds d'USD sur la période 2026-2030. Ces projets représenteraient 80% des investissements publics et pourraient se faire au détriment d'autres secteurs comme l'enseignement et la formation, la santé et les technologies.

Le Vietnam a engagé en 2025 des réformes de son administration et de son cadre réglementaire pour favoriser le développement du secteur privé dans des secteurs à haute valeur ajoutée. L'année 2025 a été marquée par des réformes administratives (*fusion de ministères et de provinces, la réduction des échelons administratifs intermédiaires (districts et arrondissements)*), afin de rationaliser l'appareil administratif et de réduire les effectifs de la bureaucratie vietnamienne, identifiée comme un frein à la croissance⁴. Parallèlement, la résolution no. 68 du Politburo doit faire du secteur privé « *le plus important moteur de croissance* »⁵ et accélérer la montée en gamme de l'économie en privilégiant le développement de l'[innovation](#)⁶, la formation de la population active et les industries à haute valeur ajoutée (AI, [semi-conducteurs](#) etc). Ces réformes juridiques devront être accompagnées d'une mise en œuvre concrète pour faire évoluer positivement le climat des affaires.

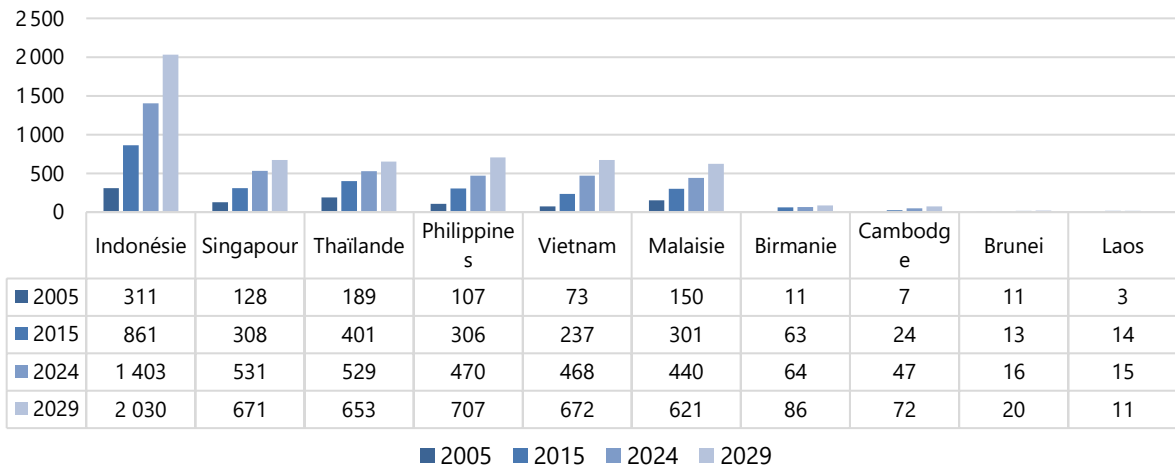
3. Le modèle économique Vietnam reste vulnérable

Les capacités de l'économie vietnamienne à suivre l'ambitieuse trajectoire qu'elle s'est fixée pourrait être fragilisée par le contexte international : **(1) les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis pourraient déstabiliser les débouchés de l'appareil exportateur vietnamien ; (2) la dépendance énergétique aux pays du Moyen-Orient fait craindre une hausse de l'inflation qui s'est élevée à 5,5% en avril 2026; (3) les politiques industrielles d'un nombre croissant de pays développés visant à rapatrier sur leur sol les industries les plus stratégiques** pourrait, en outre, contraindre la capacité du Vietnam à attirer des IDE à forte valeur ajoutée (et les transferts de technologies susceptibles d'en découler). Dans ce contexte, plus que jamais, le Vietnam a besoin de trouver des relais de croissance intérieurs et d'augmenter sa productivité. Alors que la population en âge de travailler a déjà commencé à décroître, la croissance potentielle du Vietnam devrait prochainement atteindre un plafond si des réformes susceptibles d'améliorer significativement la productivité globale des facteurs (progrès en matière d'éducation supérieure ; meilleur accès au financement des PME et des entreprises productives en général ; politique industrielle plus ciblée) ne sont pas prises rapidement. Enfin la forte croissance du secteur immobilier dont les prix deviennent déconnectés des besoins et la forte hausse du crédit sont des points de fragilité dont les autorités ont pris conscience. Un resserrement monétaire dans les prochains mois est probable. Par ailleurs, la Banque Centrale a pris plusieurs mesures pour encadrer le crédit (augmentation du taux d'adéquation des fonds propres, baisse du taux d'augmentation des crédits à 16% en 2026...)

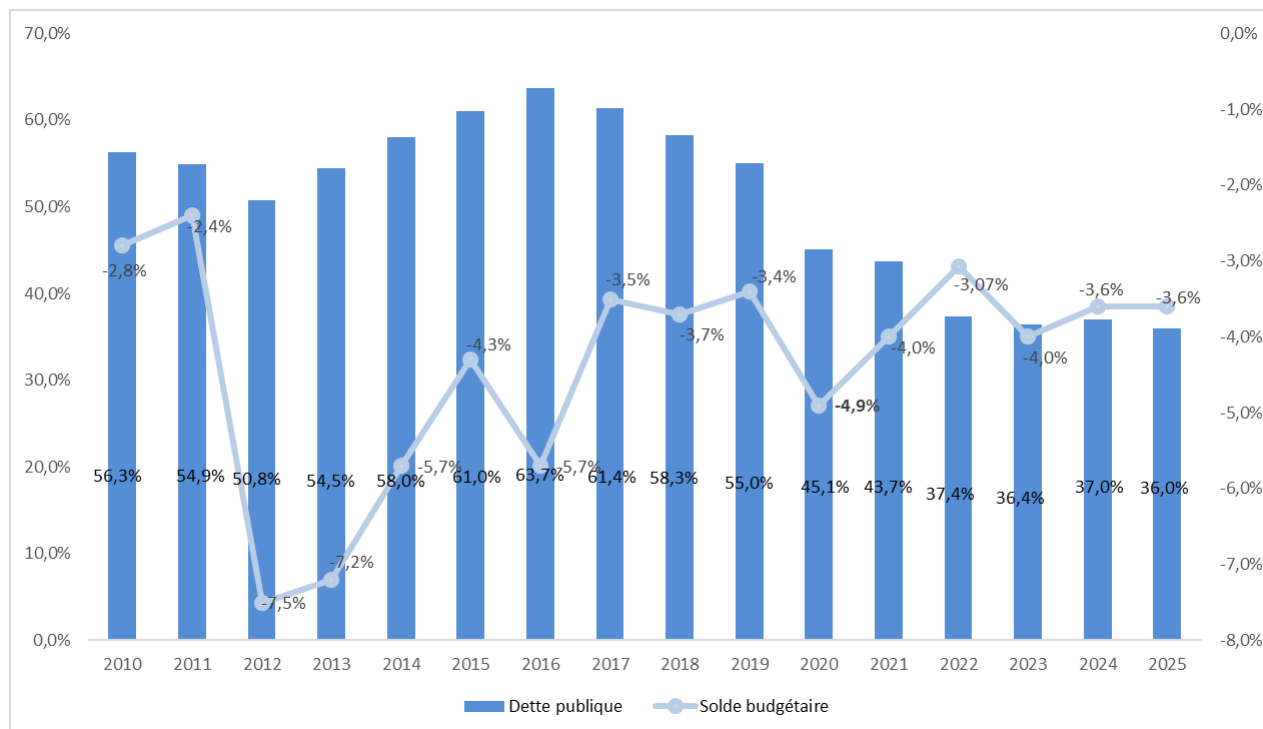
Annexe 1 : évolution du PIB vietnamien et de ses composantes



Annexe 2 : évolution projetée des économies de la région à horizon 2029 (FMI)



Annexe 3 : évolution de la dette publique et du solde budgétaire vietnamien (2010-2025)



NOTE DE FIN

¹ La croissance du revenu moyen demeure en effet limitée (2,5% en g.a. en date de juin 2024 selon la Banque Mondiale). Bien que les ventes au détail aient officiellement enregistré une hausse de 9 % pour atteindre 252 Md USD, le [Nikkei](#) relève que la hausse des prix de l'électricité et du carburant pousse les consommateurs à réduire leurs dépenses et certains acteurs du secteur affirment avoir observé un ralentissement. Highlands Coffee, la plus grande chaîne de café du Vietnam gérée par le groupe philippin Jollibee Foods a vu son chiffre d'affaires sur les cafés existant baisser de 2,5 % en g.a. au T3/2024 (il restait néanmoins en hausse de 4,6% sur l'ensemble de l'année). Sur la même période, Sabeco, le premier producteur de bière du Vietnam n'a enregistré qu'une croissance de 3 % de son chiffre d'affaires.

² Il s'agit d'une estimation initiale.

³ La Banque Mondiale estime qu'un investissement public moyen d'environ 7,3 % du PIB par an jusqu'en 2045 est nécessaire pour que le Vietnam atteigne le statut de pays avancé, sans prendre en compte les dépenses liées au changement climatique⁵. Dans un autre rapport⁶, elle chiffre les investissements nécessaires à 570 Mds USD d'ici 2040, soit environ 38 Mds USD annuels.

<https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/60d4f248-7e1e-4447-8e98-5b405254eb58>

⁴ Elle serait génératrice de dépenses courantes excessives, d'indécision, de délais, d'opportunités de corruption.

⁵ Selon les termes de la résolution no. 68 du Politburo, publiée le 4 mai 2025 : en 2030, le secteur privé - hors investissements étrangers - devra contribuer à 55-58% du PIB (contre 51% aujourd'hui), 84-85% de l'emploi (82% aujourd'hui) et 35-40% du revenu de l'Etat (30% aujourd'hui). A cette date, le Vietnam devra compter 2 M d'entreprises privées (940 000 aujourd'hui) et 20 grands groupes « intégrés aux chaînes de valeur mondiales ». Afin d'atteindre ces objectifs, la résolution appelle notamment à lever les freins au développement (liberté d'entreprendre, protection des droits de propriété intellectuelle, etc.) et à supprimer les discriminations auxquelles font face les entreprises privées dans l'accès aux ressources (foncier, financements bancaires, ressources humaines, etc.).

⁶ Parmi ces mesures : facilitation de l'entrée sur le territoire des scientifiques étrangers de haut niveau, instauration du droit à l'erreur dans la recherche scientifique, mise en place de subventions pour les grandes entreprises innovantes (*investment support fund*).